

Sortir du nucléaire

Décembre 2013 - Février 2014 N°97



Journal d'information

L'INVITÉE

« Vraiment tout compris ? »

Les mythes ont la vie dure... surtout ceux qui favorisent les groupes d'intérêts puissants !



Erica Hennequin

Présidente de
Sortir du nucléaire

Députée au
Parlement jurassien

Lors de la sortie annuelle de Sortir du nucléaire début octobre, nous avons eu la chance d'avoir une visite guidée de la centrale hydro-électrique de Broc. Magnifique parcours à l'intérieur de la centrale avec des informations de premier ordre par du personnel très qualifié.

Cependant, quand il a été question de prix de l'énergie au kWh, les visiteuses et visiteurs avertis de Sortir du Nucléaire ont réagi car ils connaissent la réalité des coûts. Entendre dire que le nucléaire est si peu cher par rapport aux autres énergies n'est pas correct. Mais les 15'000 autres visiteurs annuels de la centrale ? Et celles et ceux des autres centrales électriques ouvertes au public ? Le message encore véhiculé aujourd'hui est que l'électricité nucléaire est bon marché et rentable.

Or, dans ce calcul du prix du courant nucléaire, les coûts réels de la gestion des déchets radioactifs et du démantèlement ne sont pas encore inclus. Les exploitants de centrales nucléaires vont désormais devoir inclure des suppléments aux factures des ménages et des entreprises pour financer les 28 milliards manquants aux fonds fédéraux « déchets » et « démantèlement »¹, comme la loi l'exige.

On sait aujourd'hui qu'il faut aussi ajouter les subventions indirectes mises à disposition pour la recherche, l'assurance RC ainsi que les subventions déguisées. Résultat, nous allons bientôt commencer à payer le vrai coût du nucléaire et à côté de ça, le prix du kWh renouvelable sera ridicule. Continuons de rester réactifs et empêchons les mythes de déformer la réalité !

¹ Voir l'article de W.Wildi P.1 de notre dernier journal N°96

Mühleberg prolongé 6 années !



© Greenpeace / Ex-Press / Markus Forte

La bonne nouvelle est que FMB a enfin annoncé une date pour mettre fin à l'exploitation de sa vieille centrale de Mühleberg. La mauvaise nouvelle est que cette fermeture est repoussée de six années, soit jusqu'en 2019.

Six ans de plus à jouer à la roulette russe, à voir le Conseil fédéral laisser les FMB BKW engranger les profits au point de tolérer le plus grand risque que le pays ait jamais eu à confronter : l'évacuation définitive en cas de catastrophe nucléaire de 440'000 personnes vivant dans la zone 2, soit à l'intérieur d'un rayon de 20km autour de la centrale nucléaire, le périmètre de danger officiel... en l'absence hypothétique de vent. Le service fédéral de radioprotection estime que 160'000 personnes supplémentaires travaillant ou se trouvant

dans cette région (Berne) devraient aussi être évacuées. Cette prolongation - la dernière ? - est inacceptable et injustifiable.

Décision « entrepreneuriale » ?

L'entreprise FMB, tirant directement bénéfice de l'exploitation prolongée d'une vieille centrale nucléaire est la moins légitime pour se prononcer sur sa durée d'exploitation. La date de sa fermeture étant un sujet d'intérêt public. On ne peut que déplorer dans ce cas l'abandon par le Conseil fédéral de ses prérogatives supérieures, qui se repose sur les avis rendus par l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire, l'IFSN, notoirement pro-nucléaire. Rappelons qu'au Japon avant le 11 septembre 2011, l'autorité de surveillance des centrales nucléaires avait déclaré les centrales japonaises sûres et propres à être exploitées sans restriction.

La direction de FMB BKW a souligné que sa décision de fermeture n'était « pas

politique mais entrepreneuriale ». Les médias ont malheureusement repris ce terme sans le questionner, de même que le terme de fermeture « anticipée », un terme loufoque dans ce cas puisqu'en comparaison avec l'autorisation à durée illimitée, toute date de fermeture allait être définie comme anticipée par l'exploitant. Les médias auraient été mieux inspirés et plus courageux de prendre du recul par rapport à des termes orientés utilisés à dessein par FMB BKW.

« Six ans de plus à risquer l'évacuation définitive de 440'000 personnes vivant dans un rayon de 20km autour de Mühleberg ! »

A l'origine il était prévu de terminer l'exploitation de la centrale en 2002. Un premier délai a été accordé pour des raisons économiques à fin 2012. Un 2e délai « à durée illimitée » a été accordé en 2009 par le Conseil fédéral et maintenu grâce à une intervention gagnante du DETEC et de FMB fin mars au Tribunal fédéral, contre le recours de 105 riverains de la centrale.

Prudence aux oubliettes

Deux expertises indépendantes ont révélé en mars dernier qu'un tremblement de terre pourrait endommager le barrage du Wohlensee-Staumauer en amont de la centrale, entraînant une crue extraordinaire provoquant une catastrophe nucléaire à la centrale située en aval. Un risque qui s'ajoute à ceux liés aux fissures du manteau de l'enveloppe du réacteur. Pour rappel encore, c'est en raison de ces fissures que le Conseil fédéral avait d'abord refusé en son temps d'octroyer après 2002 une autorisation illimitée. L'autorité de surveillance lui avait à l'époque déconseillé d'autoriser l'exploitation la centrale au delà 2012. Elle considère ces fissures comme problématique dès 2012.

En 2014 les Bernois se prononceront sur l'initiative populaire « Mühleberg à l'arrêt » demandant un arrêt immédiat de la centrale et sur le contre projet du canton prévoyant une fermeture en 2022 au plus tard.

PdR

Appel aux autorités politiques

A force de concentrer les campagnes antinucléaires sur des objets précis quoiqu'indispensables comme des lois cantonales sur l'énergie ou le stockage des déchets radioactifs, à force de se battre sur des campagnes de votations fédérales, on en finit par oublier que les plus hautes autorités politiques du pays ont le pouvoir d'arrêter l'expérience nucléaire dès aujourd'hui, comme le Japon l'a fait. Cette lacune a été comblée par l'Appel de Genève II lancé par des personnalités genevoises et internationales.

Ce deuxième Appel de Genève, après celui de 1976 concernant la centrale de Creys-Malville, regroupe une trentaine

de premiers signataires provenant de physiciens, d'ingénieurs, de professeurs d'université et de nombreux politiciens dont Rémy Pagani (SolidaritéS), Renaud Gauthier (PLR), Luc Recordon (Verts) et Micheline Calmy-Rey (PS). « Nous souhaitons attirer des membres de tous les partis dans ce combat universel », souligne un des initiateurs, le Professeur honoraire à l'université de Genève Ivo Rens.

Une réponse des présidents des deux chambres fédérales est parvenue aux auteurs de l'Appel. Leur message commun est que rien ne sera entrepris pour aller plus vite que les travaux du Parlement qui examine la Stratégie énergétique 2050. Rien ne sera fait non plus pour aller plus vite qu'un éventuel vote populaire sur l'initiative « Sortir du nucléaire ». En clair : Circulez ! Ce n'est pas parce que le plateau Suisse

risque de devoir être évacué sur une durée incalculable que nous devrions traiter cette question différemment des autres. La lettre est consultable en ligne. *PdR*



Ivo Rens, Professeur honoraire à l'université de Genève

Pour en savoir plus et soutenir l'Appel : www.apag2.wordpress.com

Stratégie 2050 : un certain espoir

Il est précieux que le gouvernement Suisse se soit engagé sur la voie de sortie du nucléaire. Bien entendu, on peut critiquer l'imperfection du projet que nous a présenté le conseil fédéral.

Si nous allons bien évidemment essayer d'améliorer ce paquet lors des débats parlementaires, il serait en revanche irresponsable de le rejeter. Dans un pays où chaque loi peut être attaquée en référendum, le fait d'avoir le soutien du gouvernement et d'une majorité du parlement pour faire un pas substantiel dans la bonne direction est extrêmement précieux. Certains d'entre nous luttent depuis 40 ans (mon âge) pour sortir du nucléaire. Ils mesureront donc sans doute mieux que moi le caractère historique du tournant que nous sommes en train de mettre en œuvre.

Mesures non négligeables

Malgré les critiques, le paquet « Leuthard » n'est pas négligeable. Les points les plus importants sont les suivants :

- Augmentation du soutien à l'électricité renouvelable, qui permettra probablement d'atteindre environ 15 TW/an ou 60% du remplacement de la production nucléaire actuelle, Mühleberg compris.
- Obligation des entreprises électriques à investir dans les économies d'électricité auprès des usagers.
- Doublement des moyens attribués au programme d'assainissement énergétique des bâtiments.
- Et le Conseil fédéral n'a pas prévu dans le projet de loi de dispositions facilitant la construction de centrales à gaz.

Lacune majeure à combler

À mes yeux, la principale lacune de ce projet est ailleurs : nous n'avons toujours pas de date définie d'arrêt de nos vieilles centrales nucléaires, et nous courons le risque sérieux que certaines d'entre elles aillent au-delà du seuil fatidique des 50 ans. Cette lacune n'est cependant pas surprenante: elle faisait partie du compromis historique noué entre la gauche, les verts et le centre droite pour décider de sortir du nucléaire. Nous travaillons actuellement à



R. Nordmann avec en arrière plan une ferme solaire et tout derrière la centrale nucléaire de Lucens.

convaincre tous les partenaires de cette alliance de la nécessité d'empoigner cette question, et j'ai un certain espoir d'y parvenir.

Roger Nordmann, Conseiller national VD, Président de Swissolar

Les pommes de Ringono

Depuis mars 2011, des associations locales sont actives dans les régions les plus contaminées afin d'aider les gens à affronter leur nouvelle vie. Nous avons interrogé Satoko Fujimoto, fondatrice de l'association Ringono. Voici comment une association japonaise est allée puiser dans l'expérience de l'Institut biélorusse Belrad que les lecteurs de ce journal connaissent déjà.

Sortir du nucléaire : Madame Fujimoto, que fait Ringono en faveur des enfants vivant en zones contaminées au Japon ?

Satoko Fujimoto : Depuis avril 2011, l'association Ringono distribue des pommes et un feuillet d'information aux enfants vivant en zones contaminées. Jusqu'ici 20'000 enfants ont reçu une pomme et le feuillet A4. Il est illustré avec des recommandations à destination des familles. Le document résume des habitudes à prendre pour réduire l'irradiation interne. La vie dans les logements provisoires est pénible et au début les aliments frais étaient très rares.

Comment l'idée vous est-elle venue ?

En 2011 j'habitais depuis quelques années en France. Je cherchais des informations utiles pour ma famille au Japon et je suis tombée sur un article de la revue française Sortir du nucléaire qui parlait du travail de Belrad¹ depuis plus de 20 ans auprès des populations en zones contaminées par Tchernobyl en Biélorussie. Originaire d'Aomori, la première région productrice de pommes au Japon, j'en ai parlé avec mon amie d'enfance qui habite à Tokyo. On s'est réunis entre amis et on a formé un réseau de distribution de pommes.

Dans quelle condition vivent les personnes déplacées ?

Les gens se sentent abandonnés par le gouvernement, qui s'intéresse à l'accueil des Jeux olympiques de 2020 et qui laisse des populations en détresse. C'est une chose qui a mis les gens de Fukushima en colère



Photo: Ringono

contre le gouvernement. Vivre dans des logements temporaires est pénible et rester dans les zones plus contaminées aussi. Des familles sont divisées, il y a des divorces et des suicides. La distribution de pommes c'est de l'attention qui est donnée, on veut tisser une relation humaine, apporter du soutien. Les gens nous disent que depuis 2011 il y a de moins en moins de soutien. Il y a beaucoup de critiques envers les autorités pour non assistance aux populations.

Quels sont les échanges d'expérience entre la Biélorussie et le Japon ?

C'est au niveau des populations pas des Etats. Quand il s'agit de la radioactivité tous les Etats veulent minimiser le problème et mentent. Le directeur de l'institut Belrad Alexey Nesterenko est venu visiter Oguni pour mesurer la contamination, très élevée, d'une école maternelle dans une zone située à 60km de la centrale, avec des points hautement radioactifs. Il a vu les sacs stockés avec de la terre contami-

née, des sacs noirs entassés, c'est assez sinistre. Dans cette école il n'y a pas de nouveaux élèves, plus personne ne vient, même si ce n'est pas dans la zone des 20km autour de la centrale.

« La distribution de pommes aux enfants c'est de l'attention qui est donnée »

Que contient le dépliant que vous distribuez ?

Nous distribuons une information éprouvée depuis plus de 20 ans. Des recommandations pour se protéger des radiations, issues du guide « Après l'accident atomique » de Belrad traduit par la fondation Chiro. C'est un petit livre qui donne des conseils pour un régime alimentaire qui permettra de réduire l'absorption du césium et du strontium et d'en éliminer une partie. Pour en savoir plus il faut lire ce livre¹. Il a énormément de succès et parvient en 4e

position sur les ventes d'Amazon au Japon. Si il y a un accident en Suisse vous allez vivre la même chose, il y aura énormément d'informations contradictoires, c'est pourquoi l'expérience de plus de 20 ans de Belrad nous aide beaucoup. Mais surtout on apporte de la joie et de l'attention aux enfants qui reçoivent des pommes.

Que fait le gouvernement japonais ?

Les autorités sont dans une attitude de négation, ils cachent les vraies conséquences. Le gouvernement depuis un an c'est un slogan, « la décontamination pour faire disparaître la radioactivité ». Mais les gens n'y croient pas. Si déjà le gouvernement ne reconnaît pas la réalité du problème, il n'est pas nécessaire d'agir. Alors on travaille en fait avec les autorités locales et les cantines scolaires.

Vous parliez de négationnisme ?

Le Professeur Yamashita, qui vient de Nagasaki, est allé à Fukushima pour dire

qu'il n'y a pas de problème lié à la radioactivité. Les gens y ont cru au début, puis on a appris qu'il travaillait à l'OMS et qu'il faisait partie d'un lobby, il est la première figure des négationnistes au Japon. Il a fait une conférence à la faculté de médecine de Fukushima, il a dit que ce n'était pas utile de faire des recherches.

Des Japonais se rendent-ils en Biélorussie ?

Oui plusieurs organisations japonaises ont déjà des liens avec Belrad et se rendent sur place, une télévision japonaise est allée filmer là-bas. Pendant un des séjours une étude médicale a été conduite, incognito, pour être discrets auprès de collègues au Japon. Il y a de l'autocensure. Si on n'est pas d'accord avec les avis de l'association des médecins on peut rencontrer des problèmes. Alors les échanges sont discrets. Une femme à Hokkaido accueille des enfants de Tchernobyl, elle accueille des enfants et envoie des médecins japonais là-bas.



Satoko Fujimoto au centre de restauration scolaire de la ville de Date. Photo: Ringono

Dans les zones contaminées, quelles atteintes à la santé observe-t-on ?

Des anomalies du cœur chez les enfants, des gens parlent d'une augmentation de saignement de nez, de fièvre, d'état grippeux qui perdurent, d'anomalies et de décès par crises cardiaques. Mais on ne sait pas si c'est dû à la radioactivité. *PdR*

¹ www.tinyurl.com/livre-belrad

Ringono : www.ringono.com/fr

Sonneur d'alerte nucléaire aux USA

L'ancien président de la Commission de Régulation Nucléaire Américaine (NRC) Gregory Jaczko conseille d'en finir avec l'énergie atomique. Extraits d'une interview donnée à Tokyo au Club des correspondants étrangers au Japon fin septembre. M. Jaczko dirigeait la NRC pendant le début de la catastrophe de Fukushima. Extraits.

« La crise en cours à la centrale de Fukushima Daiichi est un signe que le monde doit repenser sérieusement la sûreté nucléaire et envisager une possible fin de sa dépendance à l'énergie atomique ».

« Ce qui s'est passé dans la zone autour de Fukushima Daiichi est tout simplement inacceptable, des dizaines de milliers de personnes n'ont pas pu retourner dans leurs foyers en raison de la contamination radioactive ».

« Étant donné que le Japon est extrêmement sujet aux tremblements de terre et aux tsunamis, l'utilisation de l'énergie nucléaire présente des risques graves. Il faut repenser la sécurité nucléaire et renoncer à l'énergie atomique, à moins qu'une sorte de nouvelle technologie soit créée afin d'éliminer complètement la possibilité d'accidents sévères. Cependant la création d'une telle technologie zéro-risque est à peu près impossible. Rien ne devrait pouvoir être décidé pour l'avenir sans qu'il soit possible d'affirmer qu'il existe exactement zéro chance qu'un tel accident se produise à nouveau ».



Gregory Jaczko, ancien président de la Commission de Régulation Nucléaire Américaine

« J'espère que le Japon investira ses ressources et son énergie dans la recherche de moyens de fonctionner sans énergie atomique. Je pense que les Japonais ont la capacité de le faire ».

Alors que le gardien du nucléaire Japonais, l'Autorité de régulation nucléaire, est en train d'examiner les demandes d'autorisations pour redémarrer les réacteurs, Jaczko a souligné l'importance que le public soit impliqué activement dans ce processus: « Il doit y avoir un débat public approfondi et un dialogue ».

Quant à la question actuelle des eaux souterraines contaminées qui coulent dans l'océan, Jaczko a exprimé sa per-

plexité que le problème vienne seulement maintenant sous le feu des projecteurs. « C'était connu dès le début qu'il y aurait probablement ces problèmes de contamination ».

La sécurité des centrales nucléaires aux USA aussi est impossible à assurer : « Les USA devraient stopper la totalité de leurs réacteurs nucléaires car il est impossible à la NRC de garantir qu'un accident majeur ne puisse survenir [sur le sol des États-Unis]. »

« Si nous ne pouvons gérer le problème des déchets alors... arrêtons simplement de produire de l'électricité nucléaire »

Traduit d'un article du Japan Times par www.leblogdejeudi.fr

PIONNIERS *Anne Lund*

Au début des années 70 le Danemark embarquait dans un programme nucléaire avec l'approbation quasi unanime des partis, comme en Suède et en Allemagne voisines. L'organisation danoise pour l'information sur le nucléaire, OOA, s'est alors embarqué dans une campagne de communication massive. En Avril 1975, le « Soleil souriant », le nom du l'étendard écologiste le plus connu au monde a été conçu par Anne Lund à Aarhus au cours d'une conversation avec son compatriote militant Søren Lisberg. Alors âgés de 21 ans, les militants au sein de l'OOA ont remporté le concours d'idées pour le logo de la campagne antinucléaire. Le message « Nucléaire? Non merci ! », vient d'une intention réfléchie. Pour Anne Lund l'idée était de créer un logo sympathique et ouvert d'esprit, qui devait être poli mais ferme. L'idée était de communiquer avec un dialogue simple. En 1979 OOA a célébré au champagne la décision danoise de mettre un terme à son projet de centrale nucléaire. Aujourd'hui le logo a été traduit en 50 langues et reproduit sur 46 millions d'autocollants, drapeaux et T-shirts dans le monde entier. Entretien avec Anne Lund.



Anne Lund, créatrice du logo «Nucléaire ? Non merci !»

Comment avez-vous entendu parler de centrales nucléaires la première fois ?

Dans mon enfance au début des années 60 la physique nucléaire et l'énergie nucléaire étaient considérées comme une technoscience très avancée. J'en avais entendu parler et je me souviens avoir emprunté à la bibliothèque municipale un livret pour enfants sur le sujet.

Comment vos amis et votre famille ont-ils réagi lorsque vous êtes devenue active contre l'énergie nucléaire ?

Mon père travaillait dans une compagnie d'électricité, nous n'étions pas d'accord sur le nucléaire mais il respectait mon engagement. Parmi mes amis certains me soutenaient, d'autres avec des vues gauchistes traditionnelles se demandaient pourquoi je me mobilisais sur ce sujet. Mais ils ont vite changé d'avis.

Comment vous sentiez-vous à la fête qui célébrait la victoire du mouvement antinucléaire danois ?

La décision gouvernementale de ne pas construire de centrales nucléaires au Danemark est venue pas à pas, alors c'est pendant des années que je sentais que nous faisons partie d'un mouvement gagnant. La célébration qui marquait la fin du mouvement OOA était donc plus une réunion d'anciens amis.

Avez-vous continué à militer après ?

J'ai arrêté d'être active dans le mouvement en 1979 parce que je voulais finir mes

études, et quand j'ai reçu mon diplôme j'ai commencé à travailler, je n'avais plus le temps et le mouvement n'avait plus besoin de faire de pression.

Aujourd'hui pouvez-vous imaginer que le gouvernement danois commence un programme nucléaire ?

Aujourd'hui l'opinion publique au Danemark est antinucléaire et je pense qu'un gouvernement ne risquerait pas sa survie politique sur ce sujet.

Pourquoi OOA a-t-il enregistré un copyright sur le logo que vous avez créé ?

La fondation qui gère le logo reçoit des royalties qui sont recyclées dans le mouvement antinucléaire international, notamment le réseau mondial WISE (dont Sortir du nucléaire est membre Ndr). L'argent va à des campagnes antinucléaires dans différents pays. On veille aussi à ce que le logo ne soit pas détourné par le lobby nucléaire.

Comment voyez-vous l'avenir de la campagne mondiale contre le nucléaire ?

Le mouvement monte en puissance chaque fois qu'il y a un accident ou qu'il y a des problèmes avec une centrale. Avec les pays supplémentaires qui investissent dans ces centrales et le vieillissement des centrales existantes, il est malheureusement bien possible qu'il y ait des accidents, qui dynamiseront le mouvement pour l'abolition du nucléaire.

Propos recueillis par PdR

Récit de notre visite à ElectroBroc

Onze heures samedi 5 octobre, malgré la météo annoncée, une quinzaine de membres sont au rendez-vous au centre didactique du Groupe-e à Broc (FR). Sur place, un jeune homme souriant nous attend, Boris, notre guide, nous prie de le suivre au cœur de la centrale hydroélectrique, alimentée par les eaux du barrage de Montsalvens. Un film d'entreprise débute la visite, suivi d'une explication sur les sources d'énergie, fossiles et renouvelables. Toutes les sources d'énergie représentent une charge variable pour la planète. D'où la nécessité d'assumer une

rupture avec le consumérisme régnant et d'entrer dans la sobriété. Précisons que Boris nous dit parler « en son nom propre »... Nous continuons par une halte au « fitness » du coin. Notre secrétaire Anouk se porte volontaire et pédale pour qu'une dynamo alimente successivement des ampoules, une mini chaîne stéréo, un ventilateur, et enfin un mixer. « Dur, dur, le dernier » confessa-t-elle. Nous atteignons ensuite la maquette des trains qui illustre les différents pics de besoin d'électricité pour un réseau sur 24 heures. Après

avoir traversé la salle des turbines, Boris nous installe en face d'un local faisant office de « cage de Faraday ». Il démontre des phénomènes générés par les hautes tensions à 250'000 volts, nous fait admirer de spectaculaires arcs électriques et constater les dégâts d'orages simulés. Après avoir remercié notre hôte, pique niqué et bu le verre de l'amitié, nous avons cheminé deux heures dans les magnifiques gorges de la Jogne et nous nous sommes donnés rendez-vous pour la sortie 2014... à la centrale de Mühleberg. *Françoise Domenigoni, membre du comité, Lausanne*

Pétition 40 ans ça suffit ! Renvoyez vos copies SVP



La pétition demandant une durée d'exploitation maximale de 40 ans pour chacun des réacteurs nucléaires a dépassé 35'000 signatures ! Il est maintenant temps de renvoyer sans tarder les formulaires de récolte même partiellement remplis à l'adresse qui y est indiquée. De nombreux stands cette année ont été animés avec cette récolte, à Genève, Lausanne, Cernier (NE), Fribourg et Saignelégier (JU) notamment (photo). La pétition sera déposée au Palais fédéral alors que le Parlement délibère justement sur une date qui devra mettre fin au « demain, j'arrête ! ».

Les cantons font de la résistance

Le Grand Conseil zurichois a rejeté la demande que le canton Zurich en tant qu'actionnaire majoritaire d'AxpO agisse en faveur du retrait définitif des demandes d'autorisation pour la construction de nouvelles centrales nucléaires. « Toutes les options doivent rester ouvertes » dit le Député Zurichois Gantner. De son côté le canton de Berne oppose un contre projet insignifiant à l'initiative populaire cantonale demandant la fermeture de la vieille centrale de Mühleberg. Non seulement ces cantons et d'autres comme Fribourg doivent faire une croix

sur les profits du nucléaire, ils doivent se préparer aussi à payer pour les fonds de démantèlement des centrales et le traitement des déchets. En tout, une trentaine de milliards de francs devront être rajoutés aux factures. Le nucléaire a vécu à crédit pendant 40 ans. Il est temps de passer à la caisse et les autorités jouent à l'autruche. Le nucléaire expose comme aucun autre secteur la lâcheté et la cupidité de 2 ou 3 générations qui feront payer toutes les suivantes. Nous n'avons pas fini de nous en rendre compte. Pour beaucoup, ça ne fait que commencer. *PdR*

Fukushima : négationnisme à l'ONU

Les discussions se poursuivent au sein de l'UNSCEAR, l'organisme des Nations unies chargé d'évaluer les conséquences de catastrophes nucléaires et des radiations. Son récent rapport a suscité l'indignation de la délégation belge dont « Tout semble fait et rédigé pour minimiser les conséquences de la catastrophe de Fukushima. On revient même en arrière sur les enseignements de Tchernobyl et d'autres études ». *PdR*

Lire l'article du journaliste spécialisé Belge
Marc Molitor: www.tinyurl.com/unscear-enquete

Vente de pommes à Genève et Morges

Comme chaque année en décembre, Sortir du nucléaire organise une vente de pommes au bénéfice de l'association humanitaire Belrad en Biélorussie qui vient en aide aux enfants vivant dans des territoires contaminés suite à la catastrophe de Tchernobyl. Beaucoup de ces enfants sont gravement malades et ont été oubliés par la communauté internationale et par l'OMS. La pectine contenue dans les pommes favorise l'élimination d'une partie du césium ingéré et l'institut Belrad veille à la fabrication et à la distribution de pectine dans les écoles. Le bénéfice de cette vente sera intégralement versé à cette association afin de soutenir son travail en Biélorussie.

Cette année il y aura des stands à Genève jeudi 19 décembre, vendredi 20 décembre ainsi qu'à Morges (voir agenda ci-contre). *AZ*

Nous cherchons des vendeuses et vendeurs bénévoles, si vous souhaitez participer n'hésitez pas à nous contacter : anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch 079 778 70 33
Pour plus d'infos : www.enfants-tchernobyl-belarus.org

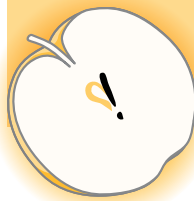
A G E N D A

Congrès de Suisse Eole
Vendredi 6.12.13, 13h30 – 17h00
Berne, Rathaus, salle du Grand Conseil
www.tinyurl.com/congres-suisseole

Autoconstruction de panneaux solaires thermiques
Cours samedi 14 décembre, Lausanne.
Organisation: Sebasol
www.sebasol.ch/cours.asp

Vente de pommes
Genève : jeudi 19 déc. 08h à 20h à la Fusterie
vendredi 20 déc. 6h30 à 13h au marché de Plainpalais
Contact : gordon.lennox@wanadoo.fr

Morges: le jeudi 20 déc. et le lundi 23 déc.
entre 15h et 21h30 dans la Grand Rue
Contact: kurt.buchillon@gmail.com



La RPC augmentée évite le référendum

Enfin une bonne nouvelle. Les référendaires qui voulaient attaquer l'augmentation de la très modeste contribution pour les renouvelables « RPC » prélevée sur la consommation de kWh ont largement échoué à réunir le nombre nécessaire de signatures. La Suisse pourra donc augmenter sa contribution pour les renouvelables et atteindra... le quart de ce que l'Allemagne prélève aujourd'hui sur les kWh consommés. C'est encore peu mais c'est bien mieux qu'avant !



Comptez sur moi !

Coupon à renvoyer à Sortir du nucléaire
CP 9 1211 Genève 7 ou remplir ici:
www.tinyurl.com/sdn-contact

Contactez-moi, je désire :

- ☐ Adhérer à Sortir du nucléaire (5.- à 500.-/ an) et recevoir le journal trimestriel
- ☐ Participer à la vente de pommes pour Belrad (déc. 2013)
- ☐ Recevoir 1 foi par mois l'e-mail d'infos de Sortir du nucléaire (gratuit)
- ☐ Commander ... drapeau(10fr)... autocollant(1fr) « Nucléaire ? Non merci ! »

Prénom & Nom : _____

Adresse : _____

Code postal et localité : _____

E-mail : _____

Courrier des lecteurs

Un article vous fait réagir ? Vous aimeriez partager une expérience ou une idée pour la campagne antinucléaire, comme un stand d'information lors d'un événement public dans votre localité ? N'hésitez pas à nous écrire pour nous le faire savoir. Pour les lettres de lecteurs, merci de vous tenir à 150 mots. Vous pouvez aussi nous adresser vos questions, coordonnées ci-contre.

Changement d'adresse ?

Indiquez-nous vos changements d'adresse.

Impressum

Editeur: Association Sortir du nucléaire
Mise en page: Jonas Scheu, Amrit Medias Sàrl
Relecture: Françoise Bloch, Fichier: Anouk Zosso
Imprimerie: ROPRESS, Mise sous pli: CROEPI
Ont collaboré à ce numéro : Françoise Domenigoni; Satoko Fujimoto; Erica Hennequin; Anne Lund; Roger Nordmann; Philippe de Rougemont (Coordination); Anouk Zosso
Tirage: 3'500 ex., Imprimé avec du courant 100% renouvelable, Papier 100% recyclé CyclusOffset

Association Sortir du nucléaire

Case postale 9, 1211 Genève 7
www.sortirdunucleaire.ch
info@sortirdunucleaire.ch, 076 517 00 20
CCP 10-19179-8